



Numéro 46

1er septembre 2024

Fête du travail 2024

Seuls les travailleurs, par leurs actions à la défense de leurs droits et des droits de tous, peuvent conjurer les dangers qui nous guettent

– Centre ouvrier du PCC(M-L) –

La lutte des cheminots pour des conditions de travail sécuritaires

- **« Joignez-vous à notre lutte et allons jusqu'au bout », disent les Teamsters**

Stelco vendue pour 3,8 milliards de dollars à d'autres oligarques américains

- **Il est temps de donner un nouvel objectif et une nouvelle direction à l'économie !**
– K.C. Adams –
- **La poule canadienne continue de pondre des oeufs d'or**
- **Au sujet d'Alan Kestenbaum, président exécutif et directeur général de Stelco**

Fête du travail 2024

Seuls les travailleurs, par leurs actions à la défense de leurs droits et des droits de tous, peuvent conjurer les dangers qui nous guettent

– Centre ouvrier du PCC(M-L) –

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Les travailleurs, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones élèvent la voix en cette Fête du travail 2024 et prennent des mesures audacieuses pour défendre leurs droits et les droits de tous et toutes. Les travailleurs de tous les secteurs de l'économie dénoncent la corruption et l'immoralité des stratagèmes de la classe dirigeante pour payer les riches. Ils dénoncent les crimes que les détenteurs de privilèges et de pouvoir commettent contre l'humanité; ils dénoncent la corruption, le génocide et la guerre fratricide, qui sont devenus la marque des détenteurs du pouvoir économique et politique.



La Fête du travail à Prince George en 2023

En cette occasion, le Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) envoie ses salutations à tous les travailleurs et travailleuses d'un océan à l'autre. Il transmet ses meilleurs vœux de succès aux travailleurs et travailleuses de tous les secteurs de l'économie dans leurs efforts pour garantir les droits de tous et toutes. Ces batailles sont menées dans les conditions difficiles de l'offensive antisociale qui dure depuis des décennies et dans laquelle des crimes de toutes sortes sont commis au nom de l'économie et de la démocratie.

Le Centre ouvrier appelle les travailleurs et travailleuses de tout le pays à échanger leurs points de vue sur les défis auxquels eux et leur secteur de l'économie sont confrontés en ce moment et à briser le silence sur leurs conditions de travail, sur le fonctionnement de leur secteur de l'économie, sur le rôle qu'il joue et sur qui il sert. Ce n'est qu'ainsi que les Canadiens et Canadiennes pourront comprendre la nécessité d'exercer eux-mêmes un contrôle sur l'économie et d'en définir l'orientation afin de répondre à leurs besoins et de contribuer la même chose à l'étranger.

Plus les stratagèmes pour payer les riches sont lancés au nom de la reprise économique et du bonheur de ce qu'on appelle la classe moyenne, plus tous les secteurs de l'économie sont détruits ou mis à la disposition d'intérêts privés étroits supranationaux et de l'économie de guerre des États-Unis.

Pour briser le silence et permettre aux travailleurs de s'orienter, le Centre ouvrier appelle les militants du Parti et les forces progressistes à lire et à écrire dans la presse du Parti, à la distribuer, à envoyer des reportages et à contribuer à son financement. Il appelle les militants du Parti et les forces progressistes à organiser des forums ouvriers tout au long de l'année pour discuter de l'orientation de l'économie dans leurs secteurs, leurs régions et au niveau national et échanger leurs points de vue pour déterminer comment intervenir et garder l'initiative entre leurs mains. Lorsque les travailleurs des différents secteurs de l'économie luttent et défendent leurs revendications et leurs droits, ces succès doivent être largement discutés et célébrés.

Ne pas contester les absurdités débitées par la classe dirigeante est une déresponsabilisation et une grave erreur. Les porte-parole des monopoles, des oligopoles, de leurs associations professionnelles, des groupes de réflexion et des gouvernements ont pleinement accès aux moyens de diffusion et aux médias sanctionnés par l'État. Ils parlent sans cesse des chaînes d'approvisionnement, de la sécurité nationale, de la protection de l'économie, de la gestion des richesses, de l'ingérence étrangère, etc. Ils se réfèrent aux membres de la société en termes d'affaires, par exemple les membres du corps politiques sont des « clients », et déshumanisent tout le monde en classant chacun dans une catégorie à criminaliser. Ils disent et font tout ce qui peut les aider à s'accrocher au pouvoir. Leur demander des comptes leur ferme la bouche et les oblige à se démenner pour trouver de nouvelles justifications. Pourquoi, par exemple, les travailleurs essentiels

à l'économie et au bien-être de la société ne sont-ils pas traités avec respect ? Pourquoi les travailleurs de l'industrie et des services, les mineurs, les pêcheurs, les agriculteurs, les enseignants, les professionnels de la santé, les autochtones, les travailleurs migrants, les réfugiés, les étudiants étrangers, les femmes et les enfants se voient-ils refuser ce qui leur appartient en tant qu'êtres humains ? Pourquoi de nombreuses personnes sont-elles laissées dans la pauvreté, sans logement sûr ni même nourriture ? Pourquoi l'environnement naturel et les questions de guerre et de paix sont-ils laissés aux caprices et aux objectifs des riches de la planète qui ne s'intéressent qu'au profit maximum, alors que même les règles de droit international établies, y compris les jugements contre le génocide, sont foulées aux pieds dans la course à l'augmentation de la production de guerre et au contrôle des sphères d'intérêt ?

Il est irrationnel d'appeler à soutenir une autorité qui rend les travailleurs jetables par le chômage et l'augmentation de la productivité, une autorité qui nuit aux intérêts des travailleurs et leur refuse leurs droits tout en les qualifiant d'essentiels, une autorité qui nuit à l'environnement naturel et social, qui bloque toute tentative de renouveau démocratique afin de priver le peuple de tout pouvoir de décider et d'un contrôle de sa vie, une autorité qui jette des milliards dans l'économie de guerre et le génocide aux États-Unis tout en se présentant comme pacifique et en s'accrochant désespérément au pouvoir, quoi qu'il arrive. Ceux qui commettent et soutiennent le génocide tout en prétendant défendre la démocratie ne sont manifestement pas aptes à gouverner.

La situation appelle les travailleurs à dénoncer les slogans intéressés sur le service à la classe moyenne, l'écologisation de l'économie et la distribution de milliards aux entreprises mondiales pour développer l'économie. Ces escroqueries sont utilisées pour justifier le paiement des riches tout en refusant d'investir dans les programmes sociaux les plus élémentaires au service de la population. Lorsque les représentants d'intérêts privés étroits affirment que les stratagèmes pour payer les riches sont bons pour l'économie, les travailleurs savent qui s'enrichit aux dépens de qui. Assez de vos absurdités irrationnelles ! Ne permettons plus aux élites dirigeantes de fixer l'ordre du jour de la société. Les travailleurs doivent discuter et évaluer la situation en établissant leur propre point de vue et en traçant leur propre chemin pour atteindre leur but.

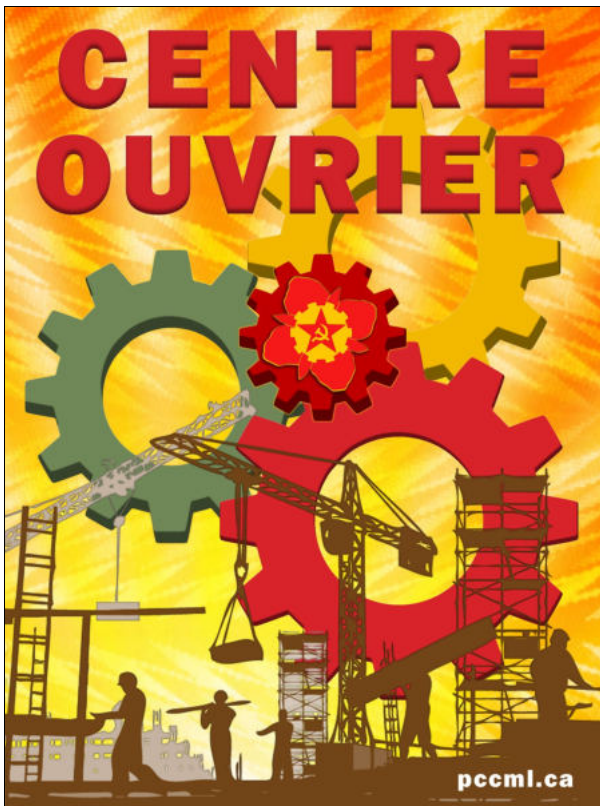
L'objectif politique de l'organisation de forums ouvriers est d'échanger des points de vue sur la manière de faire avancer la lutte. L'objectif n'est pas de décrire les conditions imposées qui ont fait chuter les normes et la dignité humaines, puis de déclarer en vain qu'une alternative est nécessaire. L'objectif est d'élaborer l'alternative avec les travailleurs eux-mêmes en fixant l'ordre du jour de la discussion à partir de la réalité de la vie à laquelle ils sont confrontés et en partant de leur propre action, point de référence et conception du monde. L'objectif est d'analyser les événements en cours afin que les collectifs de travailleurs puissent trouver leurs repères et intervenir efficacement d'une manière à faire échec aux manoeuvres de la classe dirigeante pour les priver de tout pouvoir et nier leurs droits et leurs revendications.

Comment s'attaquer aux conditions qui les privent du pouvoir d'agir et de décider est à l'ordre du jour pour les travailleurs. La résistance à la marginalisation et à tout ce qui est inacceptable passe par la défense de la dignité du travail. La défense de la dignité du travail, des droits et des revendications des travailleurs, ouvre la voie à une orientation de l'économie qui favorise le peuple.

Le chômage, la pauvreté croissante, les abus, la discrimination raciale, les crises environnementales et la volonté des riches d'utiliser les circonstances pour engager le Canada sur la voie de la guerre et favoriser leurs propres intérêts privés supranationaux étroits ne sont pas inévitables. La solidarité sociale fondée sur l'intérêt de classe des travailleurs est chère aux travailleurs, aux femmes, aux jeunes et aux peuples autochtones du Canada et du Québec. Elle sous-tend leurs efforts pour vaincre les détenteurs de privilèges et de pouvoir qui insistent pour que chacun se débrouille seul, ne s'intéresse qu'à soi-même, ne voit pas la situation dans son ensemble et se satisfasse de la marginalisation par rapport au pouvoir de décider et du fait que l'élite dirigeante lui dicte sa vie et son travail.

Les travailleurs canadiens d'un bout à l'autre du pays ont la responsabilité d'exiger des comptes aux gouvernements lorsqu'ils se dérobent à leur responsabilité sociale de voir à ce que chacun se sente en sécurité et qu'ils adoptent de plus en plus de lois pour rendre cette irresponsabilité légale. Les travailleurs agissent sur ces questions et c'est à nous tous de populariser les actions qu'ils entreprennent et la façon dont ils contribuent à changer les choses.

Aujourd'hui, alors que les travailleurs de tout le pays se voient accorder un congé national à l'occasion de la Fête du travail, la fraude est à l'honneur pour la classe dirigeante dont les politiciens sont déjà en campagne électorale alors qu'aucune élection n'a encore été déclenchée. Cela comprend la falsification de l'histoire, passée et présente. La fraude est commise en gardant le silence sur le fait que ce sont la classe ouvrière et les peuples du monde qui font l'histoire. Mais les faits sont têtus et ils montrent que le monde tel qu'il est n'a pas de preneurs. Le monde tel qu'il devrait être a des milliards de faiseurs.



En cette Fête du travail, le Centre ouvrier du PCC(M-L) demande à tous ceux et celles qui sont liés à son travail de continuer à prendre des mesures pour briser le silence sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et sur la situation critique du peuple, et de mettre fin aux tentatives de marginaliser, de réduire au silence et d'éliminer les voix et les initiatives indépendantes des travailleurs. Les accusations selon lesquelles les travailleurs qui défendent leurs droits mettent en danger l'économie exigent une réponse. Qu'en est-il des actions des propriétaires qui ne fournissent pas à leurs travailleurs les conditions nécessaires pour exploiter en toute sécurité les chemins de fer, réaliser des projets de construction, enseigner à nos enfants, soigner nos malades ou prendre soin de la génération plus âgée ? Les conditions de travail des travailleurs sont les conditions de vie de tous les membres de la société. Les interprétations dogmatiques et faciles de la réalité répétées par les médias doivent être

confrontées à la voix des travailleurs.

Les gens se battent pour défendre leurs droits et les droits de tous. La défense des droits de tous est une responsabilité sociale. Les gouvernements à tous les niveaux et ceux qui occupent des positions de pouvoir et de privilège doivent être tenus de rendre des comptes s'ils ne le font pas. Les forums ouvriers permettent aux participants de s'exprimer et d'entendre comment les problèmes sont abordés dans les différents secteurs de l'économie. Ils permettent aux travailleurs d'apprendre les uns des autres et d'échanger leurs points de vue sur ce qu'ils peuvent attendre du gouvernement, de l'opposition officielle et du système de partis cartellisés, et sur la manière de s'y confronter. Il faut également s'opposer à l'intégration du Canada dans l'État américain en faillite, qui tente désespérément de se réinventer. Seuls les travailleurs, par leurs actions de défense de leurs droits et des droits de tous, peuvent éviter les dangers qui nous guettent.

Ensemble, la classe ouvrière canadienne et québécoise peut y parvenir. Que chacun fasse sa part en rejoignant et en organisant des forums ouvriers, en partageant ses expériences et en présentant ses points de vue. C'est à nos risques et périls si nous ne voyons pas l'importance d'analyser le déroulement des événements et d'établir notre propre ligne de marche.



La lutte des cheminots pour des conditions de travail sécuritaires

« Joignez-vous à notre lutte et allons jusqu'au bout », disent les Teamsters



Piquetage en appui aux travailleurs ferroviaires au bureau du député Randy Boissonnault à Edmonton, 29 août 2024

Chaque jour, plus d'un milliard de dollars de marchandises sont transportées par rail au Canada. Il s'agit d'un secteur très important de l'économie, mais les barons du rail ne s'intéressent qu'à l'argent qu'ils font et pas du tout au bien-être des Canadiens ou des Américains, dont ils traversent également le territoire.

Les deux principales compagnies ferroviaires du Canada n'ont jamais connu d'arrêt de travail simultané. Les négociations contractuelles entre le syndicat des chemins de fer et le Canadien National (CN) et le Canadien Pacifique Kansas City (CPKC, anciennement Canadien Pacifique) ont généralement lieu à un an d'intervalle. Mais en 2022, après l'introduction par le gouvernement fédéral de nouvelles règles sur la fatigue, le CN a demandé une prolongation d'un an de l'accord existant plutôt que d'en négocier un nouveau. Après un an d'absence de négociation de bonne foi, le syndicat des deux compagnies ferroviaires a entamé une grève en même temps et, en moins de 17 heures, le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a ordonné le retour au travail de 9 300 travailleurs du rail.

Lorsque le ministre du Travail, Steve MacKinnon, a contourné le processus de négociation collective et renvoyé le différend à l'arbitrage final, il s'est contenté de dire que le gouvernement était « confronté à des circonstances exceptionnelles » et que la décision de renvoyer l'affaire devant le CCRI avait été prise dans l'intérêt de tous.

Il est resté silencieux sur le refus des barons du rail d'aborder la question majeure qui bloque les négociations contractuelles depuis des mois, à savoir la sécurité des travailleurs et la sécurité du public qui en découle. Le syndicat a fait savoir que les barons du rail tentaient de remédier à une pénurie de main-d'oeuvre en faisant travailler les employés plus longtemps et plus loin de leur domicile. Le CN et le CPKC insistent sur le fait que leurs offres garantissent la sécurité, malgré les nombreuses preuves que les travailleurs apportent qui montrent que ce n'est pas le cas.



Devant les bureaux du député Randy Boissonnault à Edmonton, le 29 août 2024

« Tout cela remonte à un certain Hunter Harrison, qui est devenu cadre supérieur du CN [en 2003] », explique Bruce Curran, professeur agrégé à la faculté de droit de l'Université du Manitoba, dans un entretien accordé à la série de podcasts *The Decibel*, diffusée par le *Globe and Mail*. Il a mis en place ce que l'on appelle l'« exploitation ferroviaire à horaires fixes », un système de gestion allégé dans lequel les chemins de fer fonctionnent avec le moins d'employés possible pour éliminer les inefficacités du système. Cela a entraîné des licenciements massifs dans les chemins de fer et a forcé les travailleurs qui restent à faire de plus longues heures et au-delà du point de prise de décision, où la fatigue peut être un problème. »

En ce qui concerne le rôle de la fatigue dans les accidents ferroviaires, Bruce Curran écrit : « Depuis 1990, il y a eu plus de 30 catastrophes ferroviaires au Canada. Dans la quasi-totalité des cas, les enquêtes ont montré que la fatigue était un facteur contributif majeur. En juillet 2013, un wagon transportant 72 citernes d'huile de schiste volatile a déraillé et explosé à Lac-Mégantic. Il a tué 47 personnes, déversé un volume record de 6 millions de litres de pétrole et incendié le centre-ville. Des preuves substantielles indiquent que la fatigue est un facteur important. L'ingénieur qui était le principal responsable – parce qu'il aurait mal serré le frein – était resté éveillé pendant plus de 17 heures. Et cela a un impact important sur les fonctions cognitives et la prise de décision. »

Un autre facteur balayé sous le tapis est la corruption de la « porte tournante » entre l'industrie et le gouvernement. L'ancien député conservateur John Baird siège actuellement au conseil d'administration du CPKC. Il a rejoint le conseil d'administration du Canadien Pacifique en 2015 après avoir démissionné du gouvernement Harper en février de cette année-là, avant les élections fédérales qui ont porté les libéraux au pouvoir. Il est aussi actuellement président du comité de gouvernance d'entreprise, de nomination et de responsabilité sociale de CPKC et de son comité de risque et de durabilité.

Sous le gouvernement Harper, M. Baird a été ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Environnement, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, et président du Conseil du Trésor. C'est le gouvernement Harper, alors que M. Baird était ministre des Transports de 2008 à 2010, qui a donné aux barons du rail le pouvoir de rédiger leurs propres règles de surveillance sécuritaire et d'effectuer leurs propres inspections, limitant ainsi le mandat de Transports Canada à la simple surveillance des activités des compagnies de chemin de fer^{[1][2]}.



Piquet d'information à Hornepayne, 29 août 2024

Faisant référence au refus des barons du rail de négocier avec leur syndicat, le président de la Conférence ferroviaire de Teamsters Canada (CFTC), Paul Boucher, a déclaré dans un communiqué de presse :

« Tout au long de ce processus, le CN et le CPKC se sont montrés prêts à compromettre la sécurité ferroviaire et à déchirer des familles pour gagner un peu plus d'argent. Les compagnies ferroviaires ne se soucient pas des agriculteurs, des petites entreprises, des chaînes d'approvisionnement ou de leurs propres employés. Leur seul objectif est d'augmenter leurs bénéfices, même si cela signifie mettre en péril l'ensemble de l'économie.

« Ce qu'ils ont fait aux cheminots [...] pour mettre fin aux arrêts de travail prive fondamentalement les travailleurs de leur droit à la libre négociation collective, et c'est contre cela que nous protestons », a déclaré Paul Boucher lors d'une interview.

Le président de la CFTC a également déclaré que le syndicat collaborerait avec d'autres organisations syndicales pour contester juridiquement la décision qui a mis fin aux arrêts de travail dans les deux plus grandes compagnies ferroviaires du pays et imposé un arbitrage.

Une décision obligeant plus de 9 000 cheminots canadiens à rester au travail est une victoire pour les chemins de fer et pourrait avoir un impact sur les négociations dans d'autres secteurs réglementés par le gouvernement fédéral, comme l'aviation, a expliqué Paul Boucher.

Toute entreprise réglementée par le gouvernement fédéral est gagnante à ce stade », dit-il, en ajoutant : « C'est désastreux pour les syndicats et les travailleurs. »

Les Teamsters prévoient de faire appel de la décision devant la Cour fédérale. D'autres syndicats pourraient participer au procès et les soutenir, explique le président syndical. Il indique également qu'il est en contact avec l'Association des pilotes de ligne du Canada (ALPA), le syndicat représentant plus de 5 400 pilotes d'Air Canada qui ont voté à 98 % en faveur de l'autorisation d'un recours au travail en vertu du Code canadien du travail le 22 août dernier.

« Ce moment historique est si important que les syndicats doivent s'impliquer, et ils le feront, dit Paul Boucher. Nous allons demander à tous les syndicats du Canada de se joindre à notre lutte et d'aller jusqu'au bout. »

Pour sa part, le président de l'ALPA, Tim Perry, a déclaré : « Le nouveau ministre du Travail ne fait pas confiance aux lois canadiennes régissant la négociation collective et le gouvernement qu'il représente ne respecte pas les droits constitutionnels des travailleurs. »



Les cheminots font du piquetage devant la retraite du cabinet libéral à Halifax, le 27 août 2024.

Notes

1. *Mémoire portant sur la sécurité ferroviaire et le transport des marchandises dangereuses par train au Canada*, présenté par les Citoyens et Organismes engagés pour la sécurité ferroviaire à Lac-Mégantic aux audiences du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités de la Chambre des communes, 17 juin 2021.

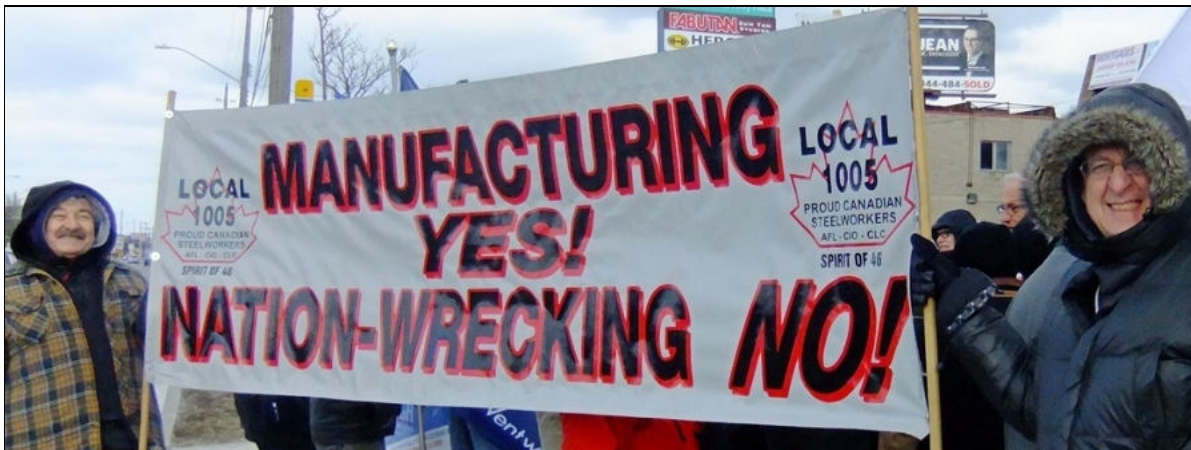
2. L'ancien premier ministre du Québec, Jean Charest, est également devenu membre du conseil d'administration du CN en janvier 2022. Il a démissionné deux mois plus tard pour se présenter sans succès à la direction du Parti conservateur du Canada.

(Avec des informations de The Globe and Mail Canadian Press, Thomson Reuters, Teamsters Canada, CBC News, EnergyNow, CN, CPKC, Parlement du Canada, CTV News)



Stelco vendue pour 3,8 milliards de dollars à d'autres oligarques américains **Il est temps de donner un nouvel objectif et une nouvelle direction à l'économie !**

– K.C. Adams –



Une fois de plus, les Canadiens sont réduits à l'état de spectateurs pendant que les oligarques mondiaux s'approprient encore plus de richesses sociales en exploitant les métallos et les précieuses ressources productives et naturelles du Canada. Cela leur fait grincer les dents de voir que, plutôt que de servir à répondre aux besoins de la population, les produits de leur économie servent de trophées pour les riches en quête de pouvoir, de richesse et de célébrité. Ils veulent que cessent ces agissements d'une poignée de personnes qui utilisent notre économie comme un jouet à se disputer et pour amasser des fortunes. Ils aspirent à une économie populaire dans laquelle les citoyens décident du but et de la direction à prendre et contrôlent la situation. Seule l'opposition organisée du peuple peut arrêter la main des riches.

Le directeur général de Stelco, Alan Kestenbaum, originaire de Floride, a annoncé le 15 juillet la vente de la société sidérurgique de la région de Hamilton au monopole américain de l'acier Cleveland-Cliffs, basé dans l'Ohio. Cette vente n'est guère surprenante après la défaite temporaire de Cliffs face à Nippon Steel dans la bataille pour l'achat et le contrôle de US Steel.

Ce transfert de propriété de Stelco marque une nouvelle vente depuis sa protection frauduleuse contre la faillite en 2004 dans le cadre de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des

sociétés (LACC) et sa liquidation en tant qu'entreprise canadienne. Depuis lors, chaque changement de propriétaire a fait passer l'entreprise des mains d'un cartel américain à un autre, et des millions de dollars ont été détournés vers des intérêts privés aux États-Unis. Beaucoup pensaient que les dizaines de millions que l'ancien PDG de Stelco, Rodney Mott, a ajoutés à sa fortune privée ne seraient jamais dépassés, lorsqu'il a orchestré la vente de Stelco à US Steel en 2007 et qu'il s'est ensuite précipité dans sa méga-maison aux États-Unis avec ce qu'il avait pillé. Mais non, le montant criminel saisi par Mott semble dérisoire comparé à ce que Kestenbaum de Floride et sa bande ont manigancé à partir de la vente de Stelco à Cliffs. La criminalité dans l'économie est désormais bien ancrée et doit être combattue. Cela se fait en exigeant des comptes et en donnant un nouvel objectif et une nouvelle direction à l'économie sous le contrôle du peuple.

Kestenbaum a acheté Stelco en 2017 à US Steel pour un montant déclaré de 70 millions de dollars en espèces, alors que Stelco se trouvait une nouvelle fois sous la loi sur les faillites. Comme toujours avec ces fraudes de protection de faillites, les plus gros pillent les actifs et refusent de payer des millions de dollars de créances aux fournisseurs locaux et de dettes impayées, et, dans le cas de 2017, ils ont éliminé un montant estimé à 1,4 milliard de dollars en obligations de retraite et d'avantages sociaux envers les employés. L'ensemble de l'opération semblait pourri et suspect à l'époque et apparaît aujourd'hui scandaleuse avec la vente à Cliffs pour 3,8 milliards de dollars.



L'affaire est si scandaleuse qu'elle ressemble à une sorte de manoeuvres à la Ponzi mais faite en toute légalité. Il s'agit d'un vol honteux des ressources, des installations de production et de la richesse sociale du Canada. Le fait qu'une telle chose puisse se produire sans que les responsables n'aient à en subir les conséquences et à rendre des comptes révèle une corruption d'une ampleur sans précédent. Cela soulève certainement la question d'un changement de direction et de but pour l'économie, ainsi que d'un changement de conception du monde et de la classe sociale qui contrôle les affaires économiques, politiques et juridiques du pays.

Kestenbaum recevra personnellement 647 millions de dollars au titre de sa part du montant spolié. Le reste sera réparti entre les membres de sa bande et d'autres personnes impliquées depuis New York. Avant l'accord et depuis la saisie de US Steel en 2017, Kestenbaum, en tant que PDG, s'est attribué chaque année, à lui et à ses acolytes, des millions à titre de ce qu'on appelle par euphémisme rémunération et primes d'administrateur. Cet argent a été exproprié de la nouvelle valeur réalisée que les métaux de Stelco ont produite et de la vente des terrains de Stelco et de certaines installations de production.

Qui sait ce que Cliffs va concocter pour Stelco maintenant qu'elle en prend le contrôle ? Il n'est pas exclu que les nouveaux propriétaires évoquent les millions de dollars que le gouvernement a versés à Algoma Steel à Sault Sainte-Marie et à ArcelorMittal (Dofasco) à Hamilton, dans le cadre de programmes « verts », qui sont en fait des stratagèmes pour payer les riches et les inciter à passer à la fabrication d'acier à l'arc électrique, pour exiger la même chose.

La prise de contrôle de Stelco consolide également la position dominante de Cliffs dans la production nord-américaine d'acier plat, en particulier pour la construction automobile, et lui donne un avantage dans la concurrence avec Nippon Steel, qui tente de prendre le contrôle de US Steel et de consolider sa position face à ses rivaux mondiaux Cleveland-Cliffs et ArcelorMittal, ainsi qu'à certains fonctionnaires américains. Cliffs demande aux autorités de régulation américaines d'empêcher la vente de US Steel à une société étrangère japonaise tout en prenant le contrôle de

tout ce qu'elle peut saisir dans le monde, y compris Stelco au Canada. Cliffs considère que l'entreprise japonaise représente un risque pour la sécurité nationale et qu'elle nuit à l'économie nationale des États-Unis, alors que le Canada est déjà annexé et n'a plus aucune importance en tant que pays, économie et peuple indépendants. Les machinations de Cliffs, Nippon Steel et ArcelorMittal s'inscrivent dans le cadre de la concurrence mondiale des oligopoles qui opèrent sous forme de coalitions et de cartels et constituent un facteur important des crises économiques et des guerres sans fin auxquelles le monde est actuellement confronté.



Pendant toute la période qui s'est écoulée depuis le début des procédures frauduleuses de la LACC en 2004, la section locale 1005 du Syndicat des Métallos a mené un combat courageux pour défendre les droits des travailleurs et leurs réclamations à la valeur qu'ils produisent. À de nombreuses reprises, ils ont soigneusement décrit ce qui doit être fait pour construire l'industrie sidérurgique au Canada et une économie indépendante et qui répond à ses propres besoins. Une telle économie moderne servirait le peuple et humaniserait les conditions sociales et l'environnement naturel, le contrôle étant entre les mains de ceux qui produisent les biens et les services dont le peuple et la société ont besoin, et défendrait l'économie et le pays contre les attaques, le vol, les guerres et les crises économiques récurrentes de l'économie de guerre impérialiste américaine dans sa quête d'hégémonie mondiale. C'est ce que réclame la récente vente.

Steel Not Steal ! Notre économie ! C'est nous qui décidons !





La section locale 1005 des Métallos célèbre les 75 ans de sa fondation lors de la Fête du travail de 2021



Deuxième ronde de la section locale 1005 des Métallos contre la fraude de se placer à l'abri des créanciers, 27 juillet 2026



Journée d'action des Métallos de Hamilton, le 30 janvier 2016, lors de la lutte contre la deuxième série de fraudes de faillite



Journée d'action de la section locale 1005 des Métallos à Hamilton, Fête du travail 2014



Célébration du 10ème anniversaire de la première réunion du jeudi, 13 juillet 2013. Les réunions sont l'occasion pour les travailleurs de discuter de leurs préoccupations et de s'informer sur les importants développements économiques et politiques et comment intervenir.





Journée d'action, le 29 janvier 2011, « Le peuple contre US Steel » pendant un lockout de 11 mois par US Steel pour tenter d'imposer des concessions aux travailleurs.



Premier Mai 2010, manifestation et conférence sur l'édification nationale organisées à Hamilton par la section locale 1005 des Métallos



Rassemblement des Métallos de Hamilton à Ottawa, le 26 septembre 2005, une action parmi d'autres dans leur lutte contre la fraude de se placer à l'abri des créanciers



Le contingent de la section locale 1005 des Métallos dans le défilé de la Fête du travail à Hamilton, le 6 septembre 2004, lors de la première phase de la lutte contre la fraude à la faillite de la LACC.



Rolf Gerstenberger, président de la section locale 1005 des Métallos, prend la parole lors du rassemblement des métallurgistes de Hamilton, le Premier Mai 2004.



Marche des métallos de la section locale 1005 du syndicat des Métallos à Hamilton 27 février 2004





Les métallos font le piquet devant Stelco lors de la grève historique de 1946.



La poule canadienne continue de pondre des oeufs d'or



Hamilton, le 1er mai 2012

L'un des signes, parmi trop d'autres, que les gouvernements du Canada et de l'Ontario se fichent éperdument de l'économie canadienne est leur attitude à l'égard de la production d'acier au Canada.

Les quatre usines sidérurgiques intégrées du Canada se trouvent toutes en Ontario. ArcelorMittal Dofasco à Hamilton est considéré comme le premier producteur d'acier plat du Canada et comme un symbole de l'industrie manufacturière avancée en Amérique du Nord.

Hamilton est à ce jour l'un des principaux centres industriels du Canada. Son industrie sidérurgique, qui a débuté au milieu du XIXe siècle, est devenue la plus importante du Canada et représente une grande partie de la production nationale d'acier. Bien que les importations d'acier au Canada continuent d'augmenter, de nombreuses communautés dépendent des 120 000 emplois directs et indirects générés par la production à Hamilton et au lac Érié.

En 2019, le Canada a importé 6,8 millions de tonnes métriques d'acier. Le volume des importations d'acier du Canada en 2019 représentait près d'un quart de celui des États-Unis, le plus grand importateur d'acier au monde.

Les produits plats ont représenté 39 % des importations d'acier du Canada en 2019, soit un total de 2,6 millions de tonnes métriques. Les produits longs ont représenté 33 pour cent des importations (2,3 millions de tonnes métriques), suivis par les tuyaux et les tubes à 21 pour cent (1,4 million de tonnes métriques), les produits inoxydables à 5 pour cent (321 mille tonnes métriques) et les produits semi-finis à 3 pour cent (189 mille tonnes métriques).

Les États-Unis ont été la principale source d'importation d'acier au Canada pour les produits plats, les produits longs, les tubes et tuyaux et les produits inoxydables. En ce qui concerne les produits plats, les États-Unis représentaient 63 % des importations canadiennes (1,7 million de tonnes métriques) en 2019.

Depuis lors, peut-être parce que le Canada est désormais considéré comme intégré à la production sidérurgique américaine, les statistiques sur les importations et les exportations ne sont pas faciles à obtenir[1]. Il est également important de noter qu'à part ce qui est importé et exporté, à qui et d'où – ce qui illustre l'intégration du Canada à l'économie de guerre américaine – on parle peu ou pas du rôle joué par les gouvernements du Canada et de l'Ontario en ce qui concerne la cession de Stelco, un joyau de l'industrie sidérurgique du Canada. Le fait est que Stelco Canada n'est pas seulement le producteur de grandes quantités d'acier, c'est aussi le producteur d'oeufs d'or. Récemment, le propriétaire Allan Kestenbaum et ses acolytes l'ont vendue à Cleveland-Cliffs, dont le siège se trouve à Cleveland, dans l'Ohio, pour un montant de 3,8 milliards de dollars. Cette vente a eu lieu sept ans après que Kestenbaum et ses partenaires de capital-investissement, connus sous le nom de Bedrock Industries, ont racheté Stelco en 2017, sous la protection de la loi sur les faillites. Auparavant, en 2015, Stelco avait été séparée des autres activités du propriétaire de l'époque, U.S. Steel, après s'être placée pour la deuxième fois sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (*LACC*), la première fois ayant également été organisée de manière à ce que les financiers privés et leur suite juridique et de restructuration puissent faire un gros coup pour d'argent aux dépens des métallurgistes, de leur communauté et du Canada lui-même.

Les faits associés aux ventes et reventes de Stelco depuis 2004 et maintenant à la vente à Cleveland-Cliffs dans les circonstances les plus douteuses doivent faire l'objet d'une enquête. Quel a été le rôle des gouvernements du Canada et de l'Ontario dans l'ouverture de la voie à une poignée de financiers américains et à leur suite pour organiser un si gros coup ? Quel rôle a joué la fraude sanctionnée par le gouvernement, appelée *LACC*, dans l'intégration du Canada dans l'économie de guerre américaine ?

Selon les calculs de LML, Kestenbaum et consorts ont payé 500 millions de dollars pour Stelco, la faisant sortir de la *LACC* en 2017. Il a ensuite dépensé 114 millions de dollars pour des terrains autour de Hamilton Works et Lake Erie Works en 2018, et a investi 30 millions de dollars dans l'usine de Hamilton en 2019. Cela représente environ 644 millions de dollars en paiements bruts. En 2022, il a vendu tous les terrains de Stelco autour des deux usines à Slate Asset Management pour un montant de 518 millions de dollars. Si l'on déduit les 518 millions de dollars du paiement brut de 644 millions de dollars, on obtient un paiement de 126 millions de dollars pour Stelco.

Kestenbaum et son groupe de propriétaires doivent recevoir 3,8 milliards de dollars de Cliffs en espèces et en actions lors de la vente de Stelco. Cela laisse un crédit d'environ 3,674 milliards de dollars à répartir entre le groupe de propriétaires de Kestenbaum après seulement sept ans. (Plus ce qu'ils ont exproprié annuellement pendant les sept années de propriété à titre de « compensation ». Ces paiements provenaient de la nouvelle valeur produite par les métaux au cours de cette période).

Il n'est pas étonnant que le *Globe and Mail* ait titré son article « La vente de Stelco continue à rapporter des milliards de dollars à ses propriétaires ».

L'objectif de la discussion que la section locale 1005 du Syndicat des Métallos a menée tout au long de ce processus depuis 2004 a toujours été de donner la priorité aux réclamations des métallurgistes et de leur communauté sur la richesse qu'ils produisent et de maintenir la production d'acier sous contrôle canadien, y compris le produit social et la richesse que les métallurgistes produisent.

Kestenbaum, ses copains et ceux qui les ont précédés n'ont jamais eu l'intention de faire de Stelco l'entreprise sidérurgique que les Canadiens veulent et dont ils ont besoin. Comme ses prédécesseurs, Kestenbaum a prouvé dans la pratique que son principal objectif est de se remplir les poches, lui et ses copains, laissant les Canadiens encore plus piégés dans le complexe militaro-industriel-civil américain et l'économie de guerre, avec une énorme richesse sociale produite qui s'écoule vers le sud dans les mains d'individus sans scrupules et d'intérêts privés étroits.

Le moins qu'un gouvernement canadien qui se respecte puisse faire est d'intervenir pour empêcher la vente, prendre le contrôle des installations de Stelco et exiger que les gains mal acquis par la bande Kestenbaum soient restitués à la région de Hamilton et utilisés pour renforcer la production et la distribution de l'acier au Canada, satisfaire les droits et les justes revendications des métallos et aider à résoudre les inégalités sociales flagrantes et les autres problèmes de l'Ontario et du Canada.

Il convient également de se demander pourquoi la vente à Cleveland-Cliffs est présentée dans les médias, par les experts de l'acier et les experts universitaires comme la seule possibilité, sans qu'aucune autre orientation ne soit envisagée. Les déclarations selon lesquelles l'acheteur américain promet d'être un bon employeur ne répondent pas aux questions qui se posent au sujet de ce qui équivaut à un vol flagrant de l'oeuf d'or qu'est Stelco.

Ce qui intéresse les Canadiens, c'est de savoir comment Stelco, Dofasco et les autres sidérurgistes peuvent devenir un complexe sidérurgique au service des Canadiens, sous le contrôle des Canadiens, en particulier de ceux qui font le travail, et harmoniser les relations de l'entreprise avec la population et l'environnement, et contribuer à faire du Canada une zone de paix.

Les métallos de Stelco ont soulevé des slogans importants lorsqu'ils ont refusé de se couper la gorge en capitulant à deux reprises face à la fraude de faillite. *Steel, Not Steal ! Défendons la dignité des travailleurs ! Notre sécurité et notre avenir sont dans la lutte pour les droits de tous toutes !* Les métallos de Hamilton continuent de soutenir ces appels parce qu'ils sont encore plus valables aujourd'hui.

Note

1. Les statistiques pour 2024 n'apparaissent pas lorsque l'on recherche des informations sur Internet. Un rapport de décembre 2023 fait référence à 2021 : « En 2021, le Canada a produit près de 13 millions de tonnes métriques d'acier brut, contre 11 millions de tonnes métriques en 2020. » Auparavant, entre 2014 et 2018, la production d'acier brut du Canada s'élevait en moyenne à 12,9 millions de tonnes métriques. La production en 2019 a ensuite diminué de 5 % pour atteindre 12,8 millions de tonnes métriques, contre 13,4 millions de tonnes métriques en 2018.

Le rapport sur les exportations d'acier du Global Steel Trade Monitor remonte à mai 2020. Il indique ce qui suit :

« Le Canada a été le 18^e exportateur mondial d'acier en 2019. En 2019, le Canada a exporté 5,8 millions de tonnes métriques d'acier, soit une baisse de 12 % par rapport aux 6,5 millions de tonnes métriques de 2018. Les exportations du Canada représentaient environ 1,5 % de tout l'acier exporté dans le monde en 2019, selon les données disponibles. En volume, les exportations d'acier du Canada en 2019 représentaient plus d'un dixième du volume du plus grand exportateur mondial, la Chine. En termes de valeur, l'acier représentait 1,1 pour cent du total des biens exportés par le Canada en 2019.

« Le Canada exporte de l'acier vers plus de 130 pays et territoires. Les États-Unis et le Mexique représentent les principaux marchés pour les exportations d'acier du Canada, recevant plus de 350 000 tonnes métriques chacun. [...] »



Au sujet d'Alan Kestenbaum, président exécutif et directeur général de Stelco

Alan Kestenbaum possède une vaste expérience en matière d'investissement et d'exploitation dans les secteurs des métaux, des mines et des ressources naturelles, ainsi qu'une expérience réussie en matière de redressement et de restructuration. Il est actuellement président exécutif et directeur général de Stelco où, selon son profil, « il est responsable de la direction stratégique et des initiatives de croissance ». Il a également été président exécutif et fondateur de Globe Specialty Metals et ancien président exécutif de Ferroglobe PLC (Globe) (NASDAQ : GSM). Avant de créer Globe Specialty Metals, M. Kestenbaum a fondé Marco International, une société internationale de premier plan dans le domaine du commerce et de l'investissement des métaux, dont il a dirigé l'expansion en Amérique du Nord et dans le monde entier. Avant de fonder Marco International, il a travaillé pour Glencore, puis pour Philipp Brothers. En 2019, il est devenu propriétaire minoritaire et partenaire limité des Falcons d'Atlanta. M. Kestenbaum est également l'un des fondateurs de Bedrock Industries Group LLC, un véhicule d'investissement privé. Il est titulaire d'une licence en économie de la Yeshiva University et participe à de nombreux conseils éducatifs et communautaires.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca